



Pour une Renaissance de l'Europe **Enjeux, conditions et modalités**



LES POISSONS ROSES

Pour une Renaissance de l'Europe

Enjeux, conditions et modalités

Patrice Obert

www.poissonsroses.org

ISBN 978-2-9566075-0-2

© Les Poissons Roses, 2018

12 avenue Auguste Renoir 92500 Rueil-Malmaison

Pour une Renaissance de l'Europe

Enjeux, conditions et modalités

par Patrice Obert

Les élections au parlement européen auront lieu en mai 2019. L'Union européenne va mal et la situation s'est dégradée depuis les dernières élections de 2014. Cet article analyse l'enjeu de ces élections, les conditions et modalités d'une Renaissance de l'Europe.

L'enjeu et les conditions d'une Renaissance

L'enjeu

L'Europe a dominé le monde du 16^{ème} siècle au début du 20^{ème} siècle. Durant cette période, elle a exporté 60 millions d'européens, ses techniques, ses armes, ses valeurs, au point d'occidentaliser l'ensemble de la planète. Au début du 20^{ème} siècle, l'Europe comptait encore un quart de la population mondiale. Cette part passera à 7% en 2050. L'alternative devant laquelle nous nous trouvons est relativement simple à exprimer.

Une première attitude consiste à acter le fait que **nous avons désormais passé notre tour**. L'empire romain d'Occident a duré quatre siècles. Ce fut une période très longue, bien supérieure à celle de l'empire d'Alexandre, ou de Charlemagne, bien supérieure aussi aux empires de l'Extrême Orient. Si la domination européenne se solde par une durée équivalente en temps, ce n'est pas si mal. L'Europe a bouleversé le monde. Elle a diffusé le code mathématique permettant de comprendre les lois de l'univers et d'enclencher la maîtrise technologique du monde, elle a répandu une manière de vivre les religions et de placer l'individu sous la protection de l'État de droit. Elle

a défendu l'égalité de l'homme et de la femme, elle a promu la liberté en la mettant en dialogue avec l'égalité, elle s'est lancée dans l'aventure de la vie en innovant sans cesse, dans tous les domaines. Finalement, la pointe extrême de ce continent qui a maîtrisé la technique, qui a érigé les droits de l'Homme, qui a permis de sortir les humains de leur triste dépendance à la faim, aux guerres et aux maladies en multipliant la durée de l'espérance de vie, qui a apporté la prospérité à tant de personnes, aura marqué son temps. Cette volonté de maîtrise se fracasse désormais sur l'impasse majeure du dérèglement climatique. Il est temps de passer à autre chose et de clore la parenthèse de la modernité occidentale. Ça ne signifiera pas une disparition immédiate des radars. L'Occident a encore de belles années devant lui, notamment en raison du rayonnement des États-Unis qui ont poursuivi depuis 1914 (un siècle) la folle aventure européenne et sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Mais, pour ce qui est de l'Europe, globalement, le trait peut être tiré. Tout ce qui favorise aujourd'hui le repli frileux sur les États-nations, tout ce qui vise à faire de l'Europe une forteresse assiégée, tout ce qui se traduit par une démarche de fermeture, si contraire au sens même de l'ouverture perpétuelle qui a correspondu à l'élan européen, tout cela participe du délitement de l'Europe et conforte cette hypothèse.

Une seconde attitude prétend que **nous avons encore quelque chose à dire au monde**. Dans ce cas, il vaut le coup de se ressaisir et de prendre des mesures pour repartir de l'avant. Cette décision n'est pas évidente. Nous avons tout de même donné naissance à deux totalitarismes dont les ravages ont été considérables, nous avons répandu par deux fois au 20^{ème} siècle des guerres mondiales, nous avons mis en place un système productif reposant sur une exploitation massive des richesses de la planète et facilité un capitalisme financier qui ne juge des choses et des gens qu'à travers le spectre de leur valorisation financière. Sans revenir

sur l'extension européenne des siècles précédents, la colonisation traduisait la supériorité militaire des européens et leur certitude d'exporter une civilisation pour le bien de tous. Nous avons donc usé, et abusé, de la puissance. Au point de nous être auto-suicidés dans ces fameuses guerres intra-européennes qui ont dégénéré jusqu'à englober l'ensemble des continents et nous faire entrevoir l'apocalypse nucléaire. Si nous considérons que nous avons encore quelque chose à apporter au monde, il faut donc que cet apport soit essentiel et qu'il concerne une partie de notre identité si intime, si spécifique que nous serions les seuls à en être aujourd'hui les dépositaires.

Cette pierre précieuse existe, **elle se nomme LA PERSONNE HUMAINE.**

Elle vient de nos héritages multiples et contradictoires. Nous sommes Européens par Rome, Athènes et Jérusalem, par les apports celtes, par les fécondations multiples des monothéismes – levain juif, confrontations et échanges avec l'islam, ciment chrétien - par nos intuitions et notre raison. Aujourd'hui comme hier, nous sommes Européens par nos valeurs implicites et plurielles, par nos visions du monde, par nos préjugés d'occidentaux. Nous sommes Européens par nos références religieuses et notre fierté d'avoir tué Dieu, par notre histoire impérialiste et par notre façon d'en être mortellement culpabilisés sans nous empêcher d'en perdre l'arrogance. Nous sommes Européens par le rayonnement de nos pays et de leur culture, par les totalitarismes que nous avons enfantés, exportés dans le monde entier et pourtant terrassés. Nous sommes Européens par la culture scientifique que nous avons répandue à travers le monde et par la prise de conscience que la civilisation technicienne que nous avons fait émerger ne connaît plus de limites et nous emporte vers la catastrophe. L'Européen, être de la mort de Dieu et de la réconciliation de l'humain et du divin, être de la mesure et de l'infini, être de l'introspection et de l'aventure, est écartelé.

A ce propos, le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe est toujours d'actualité. On définit souvent l'Europe par « judéo-chrétienne ». De ce qui vient d'être dit, il ressort qu'elle est davantage « gréco abrahamique et sécularisée ». Ce détail n'est pas sans importance.

Cet Européen tel que défini ci-dessus a donné corps à un modèle européen de société qui s'est mis en place après 1945 dans la grande synthèse élaborée par chaque pays dans la confrontation entre les acquis bismarckiens, l'exemple du New deal américain, les avancées prônées par les rapports Beveridge, la pensée keynésienne et la volonté d'échapper à la malédiction de l'entre-deux-guerres.

Ce modèle se fonde sur la Personne humaine et sa dignité. Cette place particulière attribuée à la Personne humaine explique l'inviolabilité des droits de l'Humain, la volonté d'émancipation des individus sur les plans politique, économique, culturel et social, la reconnaissance des droits de tous les êtres humains, et pas seulement de ceux des Européens. Ce modèle repose sur le droit et sur la justice. Il prend soin du plus faible. Il veut que l'économie soit au service d'une vision de l'humain.

Ce modèle s'enracine dans notre histoire commune. Il place aux frontons de nos valeurs la liberté, l'égalité et la fraternité. Il justifie l'importance accordée à la justice sociale, qui passe par la protection des plus vulnérables, la volonté de limiter les inégalités, la couverture collective des risques et la part importante des prélèvements obligatoires qui en est la condition. Le respect absolu de l'humain se décline dans tous les domaines. Vis-à-vis des personnes en difficultés, qu'il s'agit d'aider par les transferts sociaux, d'indemniser par des allocations si elles sont au chômage ou malades. Vis-à-vis des personnes âgées comme des jeunes, vis-à-vis de celles et ceux en

manque d'autonomie. Vis-à-vis du corps humain, inviolable, incessible, inaltérable dans son intimité. Vis-à-vis de la liberté des personnes qu'il convient de protéger par un ordre juridique au service de la défense, en supprimant la peine de mort, les tribunaux d'exception. Vis-à-vis des étrangers qu'il convient d'accueillir quand ils sont menacés dans leur pays ou qu'ils fuient la guerre ou la misère. Vis-à-vis des autres peuples, ce qui passe par une vision du monde fondée sur le multilatéralisme. Vis-à-vis des générations futures auxquelles nous devons de laisser une planète vivable.

Voilà ce que l'Europe nous dit de nous. Or, ce message, nous avons tendance à ne plus savoir le formuler au risque de ne plus le partager et de ne plus en vivre.

Or, cette Personne, elle est aujourd'hui menacée, dans le monde et, pire, au sein même de nos propres pays, par ceux qui veulent une fois de plus la réduire au silence. Elle est bafouée par des mécanismes opaques qui refusent d'écouter la colère des peuples et se satisfont d'une inégalité croissante qui laisse des millions d'Européens sur le tapis. Elle est avilie par la primauté sans égal reconnue aux mécanismes de marché qui s'appuient sur la contractualisation entre individus au détriment de ce qui constitue l'inviolabilité souveraine de l'humain et le Bien commun de l'humanité. Elle est piétinée par les ambitions transhumanistes qui investissent des milliards pour soi-disant « augmenter » l'humain en le détricotant dans son unicité et sa fragilité. Elle est niée par la gigantesque mise en règle numérique opérée par certains grands groupes multinationaux et relayée par des États. Elle est broyée par des despotes qui refusent toute rébellion et que rien n'arrête dans leur volonté de puissance, au nom de la souveraineté de leur peuple. Elle est contestée au sein même de l'Union européenne comme en atteste le vote récent du parlement

européen à l'encontre de la Hongrie. On le voit, les agressions contre La Personne viennent de tous côtés.

Les conditions

La question qui se pose est de savoir si l'Union européenne a les forces nécessaires pour porter la Personne humaine en ces temps difficiles. Difficiles car marqués par un raidissement des relations diplomatiques, des tensions liées aux migrations politiques, économiques et climatiques, une course en avant de la technologie, une immédiateté qui s'appuie sur la digitalisation du monde et les images, l'absence de prévisibilité dans un monde multipolaire, mais surtout désorganisé. Cette force ne lui viendra que **si elle est capable de Refaire Renaissance**, selon l'exhortation que lui lançait déjà en 1932 le philosophe personaliste Emmanuel Mounier.

Revenons en arrière. Aux 16^{ème} et 17^{ème} siècle, le mouvement de réveil européen s'est dénommée Renaissance. Il s'appuyait sur la redécouverte de la sagesse des romains et des grecs grâce aux traductions et relectures des philosophes musulmans. Il a abouti à l'émergence de l'individu qui est devenu la référence. Refaire Renaissance, c'est garder le principe de l'émergence de l'individu mais en corrigeant les erreurs qui ont été commises et qui se dévoilent aujourd'hui dans leur immensité dramatique. Ces erreurs tiennent au fait que la libération de l'individu s'est réalisée contre. Contre les autres, contre la Nature, contre toutes les structures d'oppression, et finalement contre Dieu. Le résultat, plusieurs siècles plus tard, est cette idolâtrie de l'individu qui veut ne voir en chacun de nous qu'un être autonome, maître de sa vie et de son destin, performant, efficace. Nous savons bien pourtant que la vie ne répond pas à cette vocation utilitariste qui a envahi tous les espaces de nos existences. Nous

sommes au contraire des êtres de chair, marqués par la vulnérabilité et la fragilité. Le résultat, c'est une marchandisation de nos existences avec une intrusion des lois du marché jusqu'au cœur du Vivant. Refaire Renaissance, c'est refuser cet individu-roi pour accueillir la Personne reliée : reliée aux autres en inventant la fraternité et en favorisant les structures qui créent et incarnent la solidarité (famille, entreprises, associations, corps intermédiaires...), reliée à la Nature en apprenant l'écologie, reliée à une transcendance qui reconnaît l'essence spirituelle de l'humain et la dimension inaltérable de notre intériorité.

L'Écologie intégrale investit tous les domaines de l'existence pour garantir une cohérence entre notre vie intérieure, nos décisions éthiques, nos choix économiques et sociaux, nos options sociétales. «Tout est lié», comme l'écrit si fortement le pape François dans son encyclique *Laudato Si*, saluée de par le monde.

La Personne humaine est à redécouvrir dans une sobriété qui relie aux autres, dans une économie de moyens qui prend soin des ressources limitées de la planète et une économie sociale attentive aux besoins des plus vulnérables, dans un usage raisonnable de la société de consommation qui s'assimile désormais davantage à une société de frustration en alimentant par la publicité nos désirs dans une quête perpétuelle jamais satisfaite. L'écologie intégrale nous conduit à : remettre au goût du jour les relations d'aide, de réconfort, d'amitié, d'amour qui constituent le sel de la vie ; saluer la banalité du bien au quotidien ; promouvoir la famille durable ; dénoncer les pollutions de l'esprit qui se nomment drogue et pornographie ; fustiger cette obsession du bruit qui nie le silence. Nous nous sommes collectivement fourvoyés dans un ego insatiable et nous sommes liés pieds et mains au joug du progrès technique en considérant comme désirable tout ce qui était techniquement possible. En refusant d'admettre que nous

avons des limites, notre société sacrifie l'avenir de ses enfants, voire le futur de l'humanité, elle dilapide une planète qui nous a été confiée comme un cadeau tandis que nous cherchons à l'accaparer comme une proie. Elle est tentée d'accepter l'hypothèse transhumaniste d'un humain augmenté. Nous n'avons cessé de nous ériger en dieux en oubliant que nous prenons notre place au sein d'une Création dont nous ne sommes qu'un modeste maillon, même s'il est particulièrement précieux.

La dignité de la Personne humaine, dans laquelle nous, chrétiens, lisons le visage du Christ ressuscité, s'avère une source à laquelle des sociétés authentiquement sécularisées peuvent s'abreuver.

C'est au regard de cette ambition démesurée que se pose l'avenir de l'Europe et de l'Union européenne.

L'enjeu des élections européennes est là. Non pas économique d'abord, mais d'abord spirituel et culturel.

Les modalités de cette Renaissance

Reste à mettre en œuvre concrètement ce projet. Trois étapes se présentent pour définir une façon d'avancer : avoir en tête les fractures de l'opinion publique, dessiner une cible institutionnelle qui soit un horizon à partager, proposer une méthode.

Les fractures de l'opinion publique

La construction européenne a apporté la paix et la prospérité. Or, aujourd'hui, nous sommes entourés dans le monde par une « situation de guerre éclatée », pour reprendre l'expression du pape François, tandis que le chômage, notamment en France, ne décroît pas et que

l'immigration est vécue par de nombreux européens comme une insécurité majeure. La prospérité n'est plus au rendez-vous. En quelques décennies, l'opinion publique européenne a basculé. Très favorable à la construction européenne au début des années 50 et jusqu'au lancement de l'Euro, elle est devenue sceptique au changement de siècle. L'Europe reste un continent globalement riche mais la précarité est réelle pour beaucoup, alors qu'une extrême minorité s'enrichit considérablement. Certaines portions de cette opinion restent attachées à ce grand projet. D'autres manifestent de plus en plus ouvertement leur désaccord, voire leur hostilité. Rares sont ceux qui se satisfont de l'état actuel de l'Union européenne. La plupart des gens sont déçus. L'Europe qui s'est construite ne correspond pas à ce qu'ils espéraient. Ce mécontentement s'est traduit dans les votes lors du référendum sur Maastricht, puis par les deux « non » français et néerlandais au projet de traité constitutionnel, par la montée des partis eurosceptiques dans quasiment tous les pays et enfin par le vote anglais en faveur du Brexit.

Deux reproches principaux sont adressés à l'Union Européenne (UE) : elle est devenue le cheval de Troie de la dérégulation et elle est technocratique.

L'axe majeur de la politique de la Commission européenne a été de mettre en œuvre le principe du marché unique, tant à l'intérieur des frontières de l'Union qu'à l'extérieur. Ce principe assure la liberté de circulation des biens, des personnes et des capitaux. Il a pour objectif de faire de l'Union un marché unique, afin de multiplier les échanges entre les nations qui la composent, et un interlocuteur de poids dans les négociations commerciales internationales pour lesquelles la commission dispose seule de la compétence. La mise en œuvre de ce principe s'est faite de façon permanente, rigoureuse, sans jamais aucune remise en cause. Les citoyens ont le sentiment qu'une

technocratie supranationale (Eurogroupe, conseil de l'écofin, BCE, troïka...) a usurpé le pouvoir, poursuit des objectifs et met en œuvre des processus sans rendre de compte à personne. Un des paradoxes de la situation vient de l'influence britannique dans cette politique. Soucieux de ne pas engager l'Union dans une consolidation politique et d'en rester à un accroissement des échanges, les anglais ont en effet joué un rôle moteur dans cette fuite en avant commerciale. Ce sont pourtant eux les premiers qui, sous l'influence de leur opinion publique relayée par un certain nombre de responsables politiques, seront sortis les premiers de la construction européenne en votant le Brexit.

La fracture entre les élites bénéficiaires et les peuples traduit le malaise ambiant, qui est perceptible dans tous les pays, sans exception. Il suffit d'avoir participé à une campagne électorale pour les européennes pour savoir que « les gens n'y comprennent rien ». Ils ont l'impression que l'UE s'occupe de tout sans identifier les champs de compétence dévolus à la Commission et ceux relevant de la coopération entre les États-Membres. Ils pestent contre son intrusion dans la vie quotidienne par des normes dénoncées comme excessives, sans voir l'utilité de certaines pour assurer une juste harmonisation des législations malgré la diversité sociale et économique des différents États. Ils vitupèrent contre des directives alors que bien souvent les transpositions par les États, et notamment en France, en sur-rajoutent. Certes, l'Union européenne est compliquée, c'est une construction atypique et unique. Elle l'est d'autant plus que la pédagogie qui en est faite au niveau national est insuffisante, voire ridicule. Elle l'est encore davantage puisque les responsables nationaux l'utilisent fréquemment comme bouc émissaire de leurs décisions impopulaires.

Il est reproché à la construction européenne d'être bureaucratique. Pourtant, l'Europe est démocratique, mais pas assez. L'Europe n'a de

« visage » ni aux yeux des européens, ni aux yeux du monde. Démocratique, l'Europe l'est pourtant par son mode de représentation : les peuples par le parlement européen, les États par le Conseil Européen, l'intérêt communautaire par la Commission. Elle l'est également par l'obligation pour les commissaires d'être validés par le parlement. Elle l'est par le mode d'élaboration des textes qui nécessite des consultations longues de tous les États et repose sur des consensus. Elle l'est par un parlement élu au suffrage universel mais qui ne parvient pas à incarner les peuples européens. L'élection au parlement européen est détournée dans chaque État en élection nationale intermédiaire, le mode de scrutin gomme toute visibilité européenne aux programmes et aux candidats, les partis politiques ne savent pas s'organiser au niveau européen. Ce n'est pas le refus récent des listes transnationales et de la désignation du président de la commission via un Spitzenkandidat qui va améliorer la perception par les citoyens.

L'Europe aujourd'hui, c'est, pour résumer, une construction fondée sur la puissance du droit. Elle s'appuie sur la Cour européenne de Justice et la Convention européenne des droits de l'homme, une instance suprême qui est le Conseil européen, désormais présidé par un président élu pour 2 ans et demi et renouvelable une fois, un vote à la majorité qualifiée combinant le principe « un État, une voix » et la proportionnalité (il faut réunir 55% des États membres représentant 65% de la population de l'Union), une instance supranationale, la Commission, forte de 25 000 fonctionnaires et gérant un budget de plus de 120 milliards d'€ par an (représentant de l'ordre de 1% seulement du PIB européen), ayant pouvoir d'initiative et de mise en œuvre, le Conseil qui réunit les ministres des États membres, un haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, un Parlement élu au suffrage universel. Jacques Delors la définissait

comme « une fédération d'États Nations ». En fait, l'Europe n'est pas du tout supra nationale, elle est intergouvernementale mais manipulée, avec le consentement des États, par les lobbies financiers qui dominent le monde. Mais personne ne saisit vraiment ces subtilités. Trop compliquée à comprendre, mal enseignée, illisible, bouc émissaire facile, l'Union Européenne est désormais honnie par une proportion très importante de la population.

Enfin l'incompréhension est/ouest la traverse et divise des opinions publiques désormais arque boutées les unes contre les autres. A l'ouest, on se plaint des élargissements de 2004 et 2007, trop rapides, trop importants, qui ont désorganisé le fonctionnement de l'Union en introduisant des pays qui n'étaient pas prêts économiquement. On ne comprend pas le soutien quasi automatique de ces pays aux États-Unis. On est scandalisé par l'arrivée au pouvoir de partis conservateurs, autoritaires, voire d'extrême-droite, qui revendiquent les racines chrétiennes de l'Europe, refusent la solidarité en matière d'accueil des migrants, élèvent des murs contre les musulmans et remettent en cause l'état de droit, pourtant fondement de l'Union. On finit par regretter l'aide financière massive qui leur a été accordée au fil des années. On se méfie de ce « Groupe de Visegrad » qui paraît bien suspect. A l'est, on se souvient des invasions de l'islam, de la victoire de Lépante contre le turc en 1571 et du siège de Vienne en 1683. On n'a pas oublié le glacis imposé par l'Union soviétique. On sait que la souveraineté et l'indépendance sont fragiles. On vit dans un sentiment de vulnérabilité qui conduit à sauvegarder à tout prix la culture et les traditions. On ne comprend pas les pays fondateurs qui s'ouvrent à tous les vents, sans se protéger, comme s'ils étaient assurés de leur pérennité éternelle. On déplore des sociétés avachies qui relâchent leurs mœurs, déconstruisent la culture, renient leur héritage. On fustige enfin les entreprises de l'ouest qui, suite à la chute du Mur de

Berlin, se sont ruées à l'est pour piller les meilleures entreprises et maintenant voudraient interdire aux travailleurs polonais, bulgares, roumains, d'aller se faire embaucher à l'ouest. On croit au parapluie militaire américain organisé à peu de frais à travers l'OTAN. Autant d'incompréhensions, avivées par les médias, qui creusent un fossé si profond qu'on en finit par se demander ce qui réunit tous ces pays. Comme si le limes romain et les frontières de l'empire carolingien perduraient par-delà les siècles pour séparer ces deux sociétés.

La cible institutionnelle, un horizon à partager

Dans leur manifeste A CONTRE COURANT¹, les Poissons Roses indiquent que leur horizon est de transformer l'Union Européenne en une Communauté Fédérale européenne. Une des spécificités de la construction européenne est de reposer sur le principe de subsidiarité, d'ailleurs directement importée de la doctrine sociale de l'église. « Autrement dit, l'Europe ne doit s'occuper que des affaires pour lesquelles les États-membres ne sont pas en mesure d'agir efficacement. A l'Europe, les dossiers d'importance européenne, aux États, tout le reste. C'est le propre d'une fédération qui est l'organisation institutionnelle qui protège le plus l'autonomie de chaque État. Le mot fait peur, notamment en France. C'est pourtant la seule façon de clarifier définitivement la situation, plutôt que, de décisions pas claires en glissements non-dits, de transférer imperceptiblement des pans de souveraineté sans s'en rendre compte. Être patriote, aujourd'hui, c'est être fédéraliste car c'est permettre à l'Europe de disposer des moyens nécessaires pour défendre ses intérêts sur la scène mondiale, tout en préservant la spécificité de chaque pays et de sa culture nationale », écrivions-nous à l'époque. On peut le dire autrement : le meilleur système institutionnel pour

1 Édition Le Cerf, 2016, page 90 et suivantes

l'Europe serait un système fédéral à l'allemande. Faut-il faire ressurgir aujourd'hui ce débat ? Oui. Nous mourons d'une organisation trop compliquée, avec une présidence tournante tous les 6 mois, un Conseil européen paralysé, une commission composée de 27 commissaires, un président du parlement inaudible. Il faudra modifier les traités, naturellement. Ce sera compliqué, sans doute. Mais la sortie institutionnelle, le débouché sur une organisation efficace ne peuvent plus être écartés. Encore faut-il créer un consensus sur cet horizon et obtenir un accord sur la façon d'y parvenir. Nous y reviendrons en examinant les modalités.

Cette fédération devra se référer à une constitution. Le traité de Lisbonne, dit « traité simplifié » en raison du rejet du projet de traité constitutionnel en 2005, a abouti à sortir du texte contractuel tous les éléments symboliques pour ne conserver finalement que les dispositions techniques. Ainsi, l'appellation de « Constitution », la mention du drapeau, de l'hymne et de l'euro, le fait de nommer « lois » les directives et « ministres » les commissaires, la référence à diverses conventions en faveur des droits de l'homme, tous ces éléments ont disparu. La Constitution européenne, courte et lisible par tous, reste à écrire.

Nous préconisons également de revenir à la notion de Communauté, abandonnée lors de l'approbation du traité de Maastricht en 1992, afin de signifier que, quelques soient leurs nationalités, les Européens ont, malgré leurs différences réelles, un destin commun. Le fait d'être des Personnes nous lie les uns aux autres, nous fait être une Communauté, comme les Pères fondateurs l'avaient pressenti. La Communauté est l'antidote à l'individualisme qui ronge nos sociétés et réduit chacun à la solitude. Elle fonde la solidarité en enrichissant la liberté pour construire une société enracinée, consciente de son appartenance et de ses héritages.

Cette Communauté fédérale européenne aura pour monnaie l'Euro, un parlement propre, un budget supérieur à 10% du PNB, une fiscalité harmonisée. Ce sera une véritable entité, capable de parler d'une voix et de sortir l'Europe de cet état infantilisant de « nain politique » qui ne correspond ni à son influence passée, ni à son attrait, ni au rayonnement de ses valeurs, ni à son poids économique. Cette Fédération disposera de la légitimité et de l'aura pour porter la défense de la Personne humaine au sein du concert international. Sans renoncer à la puissance, notamment militaire, sans laquelle on n'existe pas dans la confrontation mondiale, mais ayant décliné tout recours à l'action offensive, elle pourra défendre son *soft power*, ce pouvoir de médiation qui sied à celui qui, ayant connu l'arrogance du pouvoir et sa vanité, sait mettre en avant l'intérêt collectif d'une humanité désormais confrontée à la menace de sa disparition. Ceux des États européens qui hésiteront à rejoindre l'Euro et la communauté de destin proposée pourront rester dans une Union plus lâche, moins contraignante, mais sans être en mesure d'interférer avec les mécanismes internes de la Fédération. Les européens vivent déjà avec des cartographies fonctionnelles variées et sauront s'en accommoder. Tel est l'horizon proposé.

Une méthode : Révolution démocratique et projets communs

Reste à identifier le chemin pour atteindre cette cible. Elle apparaît aujourd'hui si éloignée qu'elle semble relever de l'utopie. L'utopie, c'est justement ce qui nous manque actuellement, cet aimant qui tire les humains hors d'eux-mêmes pour leur insuffler des forces insoupçonnées, capables de renverser des montagnes. « L'événement est notre maître » disait Emmanuel Mounier. Il considérait que l'État était subordonné à la société, qu'il n'y avait pas de politique sans prophétisme et qu'il convenait d'être réaliste dans l'action tout en

étant orienté par des utopies créatrices. La réalité, par ailleurs, confiait Pasolini, n'est-elle pas que le fruit d'utopies réalisées ?

Deux chemins sont envisageables. Ils présentent tous deux le visage de la radicalité, car il est clair que rien ne bougera si on se contente de petits pas. La gravité de la crise est telle qu'elle exige un sursaut. Le premier chemin consiste à faire table rase pour reconstruire. Nous ne préconisons pas de l'emprunter. Ce genre de propositions n'aboutit jamais. L'édifice est trop implanté, trop ancré pour qu'on puisse le déraciner et en poser un nouveau. On ne peut toutefois exclure que, suivant le Brexit, d'autres nations décident de quitter l'Union, scellant ainsi sa disparition. Reconstruire serait alors la seule issue. Il est difficile d'imaginer les dégâts causés aux populations et la complexité de la situation à laquelle il faudrait faire face. Le second chemin se veut démocratique. Il passe par un parlement renouvelé lors des élections européennes. Déjà, lors des précédentes élections de 2014, l'hypothèse que la nouvelle assemblée élue se proclame Assemblée constituante avait été évoquée. Nous ne voyons que le parlement européen, issu des urnes, pour disposer demain de la légitimité suffisante pour inverser l'ordre institutionnel établi et obliger les États-membres à prendre position sur un nouveau pacte collectif. Une telle démarche aurait tout d'une révolution, mais une révolution démocratique, non violente et positive. Utopie, diront certains ! N'était-ce pas utopique en 1950 de créer l'Europe sur les ruines de la seconde Guerre mondiale ?

Dans ce cadre, il ne sera que temps de se consacrer aux grands dossiers communautaires qui devront être abordés dans l'optique de promouvoir un mode de développement compatible avec la survie de la planète et de la Personne humaine. Nous ne voulons ici que citer les trois qui nous semblent majeurs.

Le chantier de l'écologie est le premier. Chantier transversal, qui doit irriguer tous les autres. Il devra assurer la cohérence entre l'écologie environnementale, chère aux partis verts, l'écologie sociale, défendue par les sensibilités de gauche, et l'écologie du corps, à laquelle sont attachées les sensibilités de droite. L'enjeu global est « de définir le juste niveau d'artificialisation technique qui ne contamine ni l'environnement dans sa capacité de régénération et de filtration, ni les personnes humaines dans leur dignité ou leurs relations, le tout en préservant la beauté de cette nature et de nos corps dans leurs mouvements biologiques qui semblent aussi « donnés » pour notre contemplation », ainsi que l'indique Philippe de Roux² en proposant la création d'une Agence européenne de la transition écologique et des supports de responsabilisation individuelle comme une carte personnelle de crédit carbone ou un code carbone affecté à chaque produit. Ces deux exemples traduisent la double démarche à enclencher : des actions massives décidées en haut (l'Europe de l'énergie, pourtant essentielle, tâtonne), une responsabilisation de chaque personne sur le terrain.

Le deuxième dossier est celui des migrations. Robert Schumann dans sa fameuse déclaration du 9 mai 1950 présentait que le développement de l'Afrique était une mission essentielle. Que ne l'a-t-on écouté ! L'UE compte aujourd'hui 510 millions d'habitants vieillissants, l'Afrique 1,25 milliard, dont 40% ont moins de 15 ans. En 2050, 450 millions d'Européens feront face à 2,5 milliards d'Africains³. Deux solutions extrêmes sont à rejeter : s'ouvrir complètement au risque de dissoudre notre identité, se replier sur une forteresse assiégée. Des exemples opposés existent dans le monde, l'Australie, le Japon, les États-Unis. Il faut également tenir compte de la chute démographique de quasiment

2 Dans le numéro d'août 2018 de la revue LIMITE (<http://revuelimite.fr/ecologie-integrale-et-europe>)

3 Stephen Smith, La ruée vers l'Europe, Ed. Grasset 2018

tous les pays européens et s'interroger sur cet « auto-suicide » qui ne peut manquer de nous renvoyer au style de vie que nous avons adopté collectivement. Ce dossier est au cœur du dilemme éthique le plus complexe, puisqu'aucune approche n'est complètement bonne ou complètement mauvaise. C'est dans la recherche d'une solution mesurée, pilotée par la Communauté européenne en prenant en compte les revendications de chacun, qu'une solution pourra être trouvée. Une voie médiane consistant à distinguer les réfugiés des migrants économiques se dessine, tandis que le développement de l'Afrique, dans une liaison renouvelée avec l'UE, s'affirme comme un enjeu majeur pour l'avenir.

Le troisième dossier est la place du travail dans le modèle de société que nous voulons reconstruire et laisser à nos enfants. Notre conception du travail sédimente des dimensions accumulées au fil des siècles et qui restent vivantes : facteur de production car il crée la richesse ; activité de distribution des revenus ; système de redistribution des ressources, des droits, des places, des protections ; outils d'intégration sociale ; moyen de donner un sens à sa vie et de s'épanouir en se réalisant, comme nous le disions en 2016 dans *A CONTRE COURANT*⁴. Nous produisons toujours davantage de biens et services avec moins de travail. L'axe que nous privilégions vise à lutter contre la misère et à répondre au chômage en permettant à chacun de vivre d'une activité marchande ou d'une activité non-marchande. Le cœur de notre proposition est de raisonner désormais en terme « d'activité » et non de « travail ».⁵ L'enjeu est d'éviter l'instauration d'une société à deux étages. Comment concrétiser un nouveau mode de développement auquel beaucoup aspirent sans se soumettre aux lois du marché ni dépendre d'un monstre bureaucratique chargé

4 Op. cit. P 56 et s

5 Nous proposons la création d'un « revenu de libre activité ». On notera que le président Macron vient de lancer l'idée d'un « revenu universel d'activité »

d'assurer cette péréquation ? Comment mettre au cœur d'un tel mécanisme une solidarité efficace qui reposerait sur le don et la réciprocité ?

Ces chantiers sont majeurs. Il en existe bien d'autres, nous en sommes conscients ; il conviendra par contre de bien identifier ceux relevant de la compétence communautaire de ceux relevant d'un traitement national, comme la culture ou l'éducation, conformément aux règles instaurées pour la Communauté fédérale européenne. A côté, s'ouvre le vaste volet des réalisations concrètes pour les citoyens. Ils bénéficient déjà par la grâce de l'UE de beaucoup de facilités dont il n'ont pas toujours conscience à commencer par la faculté de voyager librement, privilège dont beaucoup de gens, notamment les plus jeunes, ne se rendent pas compte combien il est exceptionnel. Ou disposer dans toute l'Europe de prises électriques standard pour recharger la batterie de son smartphone, ou encore pouvoir utiliser son forfait mobile sans surcoût dans toute l'Union, voilà des services dont on oublie trop aisément qu'ils sont le fruit de ces fameuses normes honnies. Imaginer d'autres outils, d'autres services, d'autres projets pour faciliter le don de soi, l'engagement, le compagnonnage avec d'autres européens au service des plus vulnérables, ici et ailleurs.

*

Pour conclure. De grands espoirs étaient placés dans les résultats des dernières élections européennes de 2014. L'abstention devait reculer devant l'importance de l'enjeu, compte tenu des pouvoirs croissants du parlement. La désignation du président de la commission devait découler du résultat des urnes. Un renouveau de l'Union était annoncé. Cela ne s'est pas produit. On voit aujourd'hui se dessiner une confrontation entre deux camps, d'un côté les progressistes avec Emmanuel Macron pour champion, de l'autre, les populistes avec

comme leaders Viktor Orban et Mattéo Salvini. Une telle division comporte des éléments positifs et des dangers.

L'aspect positif tient à l'entrée de la vraie politique dans l'Union européenne. Le parlement est élu au suffrage universel depuis 1979. Personne ne le sait. Les élections se sont jusqu'à présent déroulées dans l'indifférence. Indifférence bienveillante au début, renoncement fataliste ensuite. Deux visions de l'Europe désormais s'affrontent, l'enjeu est la prise du pouvoir au sein du parlement, le citoyen revient au centre de l'arène politique. On peut imaginer que le vaste ventre mou qui domine le parlement européen depuis des décennies éclate pour donner naissance à une majorité engagée contestée par une opposition rêvant de prendre sa place. Ça peut être une chance historique.

Le danger est double. La première crainte est de voir apparaître une coupure géographique de l'Union, et notamment la reconstitution de la fracture est/ouest qui a traversé l'Europe depuis l'antiquité. Qu'un clivage puisse exister entre deux conceptions de l'Union peut faire avancer la pédagogie, l'engagement de chacun, l'implication des corps intermédiaires. Mais une confrontation géographique serait dramatique car elle risquerait de déboucher sur une dislocation de l'Union. En ce sens le refus exprimé au parlement de listes transnationales ne va pas dans le sens de l'histoire. Il reporte la recomposition européenne à l'après-vote, au moment de la constitution des groupes politiques et non au moment même de l'élection. La seconde crainte est que l'affrontement se produise non sur de vraies oppositions, mais sur des caricatures. On veut nous faire croire à deux camps tranchés : le premier, progressiste, serait pour une Europe fédéraliste, voudrait renforcer la dérégulation économique, ouvrirait les frontières à tous les vents, balayerait toute référence aux héritages historiques et culturels de l'Europe, serait le champion d'une

émancipation forcenée débouchant sur un transhumanisme affirmé ; le second, populiste, militerait pour un repli de chaque nation sur elle-même, une vision de l'Europe-forteresse, plantée sur son identité chrétienne, fermée à toute immigration et à toute évolution des mœurs. On voit bien le profit que chaque camp tire de ce manichéisme dans la représentation du duel⁶. Les dégâts collatéraux peuvent être immenses. Il n'est pas évident que la vision progressiste, ainsi caricaturée, l'emporte dans le contexte actuel.

La campagne électorale désormais lancée serait pleinement utile si elle permettait de faire émerger les forces politiques qui défendent la Solidarité au sein de l'Europe ; des forces capables de prendre leurs distances vis-à-vis de la régulation économique, attentives à garantir la liberté et la prospérité qui sont au cœur de notre modèle sans pour autant nous fermer au monde, soucieuses de la Personne humaine en tant qu'elle est au cœur du modèle de civilisation que les européens ont élaborés en 2000 ans, intransigeantes sur le respect de cette Personne dans tous les champs de la vie, convaincues de l'urgence de construire un nouveau modèle de développement écologique et démocratique. L'Europe ne peut pas seulement libérer et protéger. A toute époque, l'Europe n'a existé que parce qu'elle rayonnait. Durant l'entre-deux guerres, le personnalisme défendu par Emmanuel Mounier avait eu les plus grandes peines à faire entendre sa voix, coincé entre la montée en puissance des deux totalitarismes, nazi et soviétique. Plus que jamais cette voix personnaliste doit résonner car elle parle la langue de nos héritages, elle exprime la culture profonde de l'Europe, elle traduit l'ouverture séculaire de l'Europe, elle appelle à un monde plus juste et solidaire en cette période si particulière de notre histoire où il en va de l'avenir et du futur même de l'humanité.

6 Le Mouvement DiEM25 réfute de son côté un « faux choix » entre le repli dans le cocon de l'État-nation et la capitulation devant la zone hors démocratie de Bruxelles.

Il est encore possible de réveiller une Europe fatiguée. C'est parce que nous croyons à la possibilité de cette révolution démocratique fondée sur la Personne que nous sommes des Européens Solidaires **prêts à nous engager en faveur de la Renaissance de l'Europe.**

Patrice Obert est président des Poissons Roses, plateforme de réflexion de chrétiens, à gauche. Il est l'auteur de Modernité et monothéismes, Ed Karthala, 2006 ; Un projet européen, Ed Harmattan, 2013 ; Chroniques des élections européennes, Ed Harmattan, 2016. Il est également Membre de l'Association des Amis d'Emmanuel Mounier et de l'Association Écritures et Spiritualités.

Les Poissons Roses ont publié en 2016 A contre courant, Ed Le Cerf.

Dépôt légal : novembre 2018

Achévé d'imprimer en novembre 2018

Imprimé par lulu.com

Pour une Renaissance de l'Europe

Contribution de Patrice Obert

Dans leur manifeste, A CONTRE COURANT, paru en 2016, les Poissons Roses énuméraient six phares, ces dossiers majeurs qui ont vocation à être des balises pour l'avenir. Le phare N°4 s'intitulait « Pour une Communauté fédérale européenne, afin de préserver nos intérêts communs, de promouvoir les valeurs de notre civilisation et de préserver nos identités nationales ». Dans cette contribution, Patrice Obert, président des Poissons Roses et qui fut en 2014 candidat aux élections européennes, revient sur le sujet et l'approfondit dans la perspective des prochaines élections de mai 2019.

La campagne électorale s'annonce animée avec l'apparition de vrais clivages et des enjeux essentiels pour l'avenir de l'Union Européenne. Cependant, ne nous laissons pas tromper par des caricatures susceptibles de nous détourner de l'essentiel. Avant d'être économique, la question sur notre avenir exige une réponse spirituelle et culturelle. C'est à cette réflexion que nous invite ce texte.

Les Poissons Roses, courant de chrétiens, à gauche, ont été créés en 2010. Ils militent pour une justice sociale dans tous les domaines, économique, social, éthique. La personne humaine reliée est au centre de leur démarche. Ils ont publié en 2016 leur manifeste A CONTRE COURANT (Editions du Cerf) et diffusé en juin 2018 un rapport sur « La famille durable, au-delà des fascinations biotechniques ».

Cette contribution a été validée par le Conseil d'administration des Poissons Roses.